



Délibération n° 20-85

Séance du Conseil d'Administration : le 15 décembre 2020

OBJET : Litiges contributions antérieures à 2019

Application de la méthode dite « par défaut » définie par l'article R.1424-32 du CGCT.

L'an deux mille vingt et le quinze décembre à dix heures et dix minutes, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Var s'est réuni à la salle des Cordeliers à la Mairie de Draguignan, sous la présidence de Monsieur Dominique LAIN, Président du CASDIS.

Étaient présents :

Membres élus avec voix délibérative

Membres élus Titulaire présents :

Philippe BARTHELEMY, Roland BALBIS, Fernand BRUN, Bernard CHILINI (des questions 20-78 à 20-104 et 20-107), François CAVALLIER (des questions 20-78 à 20-87 et 20-102 à 20-103), Caroline DEPALLENS, Thomas DOMBRY, Damien GUTTIEREZ, Hervé PHILIBERT, Jean-Bernard MIGLIOLI, René UGO, Louis REYNIER (des questions 20-78 à 20-87 et 20-102 à 20-103), Andrée SAMAT et Jean-Pierre VERAN.

Absents excusés représentés par leur suppléant :

Paul BOUDOUBE représenté par Jean CAYRON, André GARRON représenté par Philippe LAURERI, Emilien LEONI représenté par Guy LE BERRE et Claude PIANETTI représenté par Séverine VINCENDEAU.

Absents excusés non représentés par leur suppléant :

Françoise DUMONT, Thierry ALBERTINI, Hélène AUDIBERT, Alain BENEDETTO, Michel BONNUS, François DE CANSON et Manon FORTIAS.

Pouvoir :

Membres élus suppléants sans voix délibérative dont le titulaire est présent :

Suppléants présents :

Jean-Michel DRAGONE, Jean-Yves HUET et Marie RUCINSKI-BECKER (des questions 20-78 à 20-84 et 20-102 à 20-103).

Membres de droit :

Présents :

Monsieur Evence RICHARD, Préfet du Var.

Madame Nathalie BLANC, Payeur Départemental.

Absent excusé :

Membres de droit avec voix consultative :

Présents :

Colonel hors classe Éric GROHIN, Directeur Départemental.

Médecin de classe exceptionnelle Patrice MONDOT, médecin-chef.

Lieutenant Jean-Luc DECITRE, Président de l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers du Var.

Absent excusé :

Membres élus avec voix consultative :

Présents :

Capitaine Olivier LAMARQUE,

Sergent-chef Guillaume CIVRAY,

Capitaine Hervé PENAUD,

Adjudant-chef Jean-Pierre MELI,

Bruno HYVERNAT.

Absent excusé représenté par leur suppléant :

Absent excusé :

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Vu le projet de délibération n°20-85 en date du 15 décembre 2020,

Exposé des motifs

Rappel de l'historique

L'article L.1424-35 du code général des collectivités territoriales dispose que les modalités de calcul et de répartition des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour la gestion des services d'incendie et de secours au financement du service départemental d'incendie et de secours, qui constituent des dépenses obligatoires, sont fixées par le conseil d'administration de celui-ci.

Dans ce cadre, afin d'assurer la répartition la plus équitable des contributions entre ces collectivités, une clé, applicable dès l'exercice 1999, a été votée le 7 octobre 1998 sous l'intitulé "méthode de pondération", basée sur quatre critères :

- la population moyenne de la commune, établie à partir des populations INSEE et estivales ;
- la réponse opérationnelle, établie à partir des délais d'acheminement des moyens matériels et humains (véhicules et SPP) ;
- le risque supplémentaire présent sur la commune, établi à partir du produit de taxe professionnelle perçue par la commune ;
- la richesse potentielle de la commune, établie à partir du potentiel fiscal 4 taxes locales (TH, FB, FNB et TP).

Parallèlement, afin d'atténuer les effets d'une application trop rapide de cette nouvelle répartition, un étalement sur 5 ans a été adopté, sous l'intitulé "méthode de lissage", prenant en compte les dépenses transférées par la commune.

Enfin, considérant ce lissage insuffisant, le Conseil Général a décidé d'accorder au SDIS une subvention permettant d'écarter les augmentations des communes et EPCI, sous l'intitulé "méthode d'écarterement", pour les années 1999 et 2000.

A partir de l'année 2001, le Conseil d'Administration du SDIS a décidé, en contrepartie d'un engagement financier plus important du Conseil Général, d'interrompre le lissage prévu, afin que l'augmentation des contributions individuelles des communes ne dépasse pas le montant de l'inflation.

Par délibération du 13 octobre 2000, il a donc décidé d'appliquer au montant de la contribution 2000 de chaque commune et EPCI une augmentation correspondant au taux de l'inflation, soit 2,5%.

Cette méthode d'augmentation linéaire a été reconduite d'année en année, sans que les données initiales ayant servi de base à cette répartition ne puissent être révisées.

Si les communes de Bauduen, Le Luc et Saint-Zacharie ne contestaient pas ce mode de répartition qu'elle ont approuvé par délibération en 1998, à l'occasion du transfert au SDIS de leurs moyens matériels et humains, elles ont argué que le calcul des contributions 2013, 2014 et 2015 reposait sur des données erronées et ont introduit des recours juridictionnels auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour tout ou partie de ces années.

Considérant que le calcul de leurs contributions avait été réalisé sur des bases erronées, le juge administratif a, par suite, annulé les délibérations des 21 décembre 2012, 5 décembre 2013 et 11 décembre 2014 adoptées par le SDIS, en tant qu'elles déterminent à leurs annexes le montant des contributions des communes requérantes au titre des années 2013, 2014 et 2015 et enjoint le SDIS de rectifier les données prises en compte pour mettre en œuvre sa méthode de calcul des contributions dues par les communes.

Par suite, en regard de l'impossibilité matérielle d'exécuter la lettre des jugements rendus, principalement de rectifier les données prises en compte pour mettre en œuvre la méthode de calcul des contributions dues par les communes pour les années 2013, 2014 et 2015, du fait de la disparition depuis 2010 de la Taxe Professionnelle perçue par les communes, et compte tenu d'un nombre grandissant de contentieux, ainsi que du refus de certaines communes d'honorer leur contribution au risque de mettre à mal le fonctionnement des secours dans le département, le Conseil d'Administration du SDIS a décidé, par délibérations n° 15-70 et 15-72 du 15 décembre 2015 prise en vertu des dispositions de l'article L.1424-35 du CGCT précité, d'adopter une méthode de rééquilibrage des contributions sur 3 ans ainsi que les modalités de répartition des charges contributives des communes et EPCI, à partir de deux critères : un critère de population moyenne, avec 4 mois de population estivale pour prendre en compte la spécificité touristique de notre département et un critère financier, la DGF totale perçue, qui présentait en outre l'avantage de prendre en compte la superficie des communes.

De nombreux contributeurs, arguant que ce nouveau mode de répartition faisait consister de leur contribution ou ne le diminuait pas suffisamment, ont, par voie de conséquence, introduit des recours juridictionnels auprès du Tribunal Administratif de Toulon, qui a, par suite, annulé les délibérations n°15-70, 15-71, 15-72 du 15 décembre 2015, n°16-87 du 20 décembre 2016 et n°17-61 du 12 octobre 2017 adoptées par le SDIS pour répartir les contributions des communes et EPCI au titre des années 2016, 2017 et 2018.

Dans ce contexte, conformément à la délibération n°17-61 du 12 octobre 2017, par laquelle le Conseil d'Administration avait chargé la Présidente de trouver une solution permettant de parvenir à un abandon des procédures en cours et la signature d'un protocole transactionnel avec chacune de ces communes contestataires, un rapprochement a été engagé avec ces dernières, afin d'envisager les conditions d'une solution amiable et transactionnelle tirant les conséquences des jugements rendus par le Tribunal Administratif de Toulon et permettant d'éviter la survenance de nouveaux litiges.

Le 20 juin 2019, par délibérations n°19-53 (pour les contributions contestées de 2013 à 2015) et n°19-54 (pour les contributions contestées de 2016 à 2018), le CASDIS a approuvé les transactions proposées aux communes/EPCI et les concessions financières afférentes, autorisé Madame la Présidente à signer les protocoles transactionnels dans le respect de ces concessions financières et a dit qu'à défaut de signature des protocoles transactionnels afférents, la méthode dite « par défaut », telle que définie par l'article R.1424-32 du CGCT, serait appliquée.

Problématique

Sur les 40 protocoles proposés, 35 ont été signés mais les communes de Saint-Zacharie, Collobrières, La Roquebrussane, Bras et Forcalqueiret ont refusé de transiger.

Parallèlement, les communes de Seillons Source d'Argens et de Pourcieux, qui n'ont pas contesté leurs contributions, refusent toujours de les payer et, les délibérations relatives aux contributions 2016 à 2018 ayant été annulées, il s'avère impossible d'engager une procédure de mandatement/paiement d'office.

A défaut de transaction ou de paiement, le paiement des contributions annuelles des communes et EPCI au SDIS du Var restant une dépense obligatoire et ce, nonobstant l'intervention des décisions contentieuses annulant les délibérations du CASDIS relativement à ces contributions, il convient donc, en application des jugements annulant les délibérations sur les contributions, d'appliquer la **méthode dite « par défaut »** définie par l'article R. 1424-32 du CGCT auquel renvoie le dernier alinéa de l'article L. 1424-35 de ce même code, puisque :

- s'agissant des délibérations relatives aux contributions de 2016 et 2018 adoptées tardivement, le juge a considéré que : «(...) *le conseil d'administration ne pouvait légalement arrêter des critères spécifiques et était tenu de faire application des modalités de calcul de droit commun définies par l'article R. 1424-32* (...)»
- s'agissant des contributions dues pour les autres années et dont le paiement demeure contesté, les délibérations fixant le mode de calcul et/ou le montant des contributions pour les exercices en cause ont disparu de l'ordonnancement juridique et ce, en raison de l'annulation contentieuse rétroactive de ces délibérations par le juge administratif.

En tout état de cause, dans le cadre de sa compétence en matière de fixation des contributions des communes et EPCI au SDIS du Var, le CASDIS entend mettre en œuvre cette « méthode par défaut » dont il s'approprie le principe et les modalités.

Cette méthode réglementaire prend en compte, pour 80 % du montant de la contribution, la part de la commune concernée « dans le total des contributions et des EPCI constaté dans le dernier compte administratif connu du SDIS corrigé, le cas échéant pour tenir compte des opérations de transfert intervenues dans l'année ». Partant, il s'avère nécessaire pour la mettre en œuvre, suite à l'annulation par le juge administratif des délibérations sur les contributions des années 2013 à 2018, de reconstituer pour chaque commune concernée cette contribution « par défaut » à partir des montants des contributions des communes et des EPCI établis pour l'exercice 2012, qui seront ainsi issues du dernier compte administratif connu et dont les contributions et/ou les délibérations en fixant le mode de calcul ou le montant n'ont pas été annulées par le juge administratif.

Partant, le montant des contributions « par défaut » dues par chacune de ces communes, tel qu'issu des modalités de calcul de droit commun définies par l'article R. 1424-32 du CGCT est le suivant :

Contributions dues telles qu'issues des modalités de calcul de droit commun définies à l'article R. 1424-32 CGCT						
COMMUNES	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Saint-Zacharie	264 319	257 246				521 565
Seillons Source d'Argens			52 611			52 611
Bras			56 280	65 596	74 495	196 371
Collobrières			84 221	90 098	95 313	269 632
Forcalqueiret			76 000	82 713	90 614	249 327
La Roquebrussane			78 487	86 338	94 315	259 140
Pourcieux			43 795	48 632	52 975	145 402

Les tableaux de calcul détaillés de cette reconstitution des contributions « par défaut » de droit commun définies par l'article R. 1424-32 du CGCT sont joints en annexe.

Il a été rappelé à ces communes, par courrier du 23 novembre 2020, qu'à défaut de paiement ou de signature des protocoles transactionnels proposés, la méthode dite « par défaut », telle que définie par l'article R.1424-32 du CGCT, leur serait appliquée et elles ont donc été invitées, afin d'éviter d'être contraintes de devoir s'acquitter de contributions supérieures aux contributions qui leur ont été, selon les cas, proposées ou initialement notifiées, à prendre contact dans les meilleurs délais avec le SDIS, pour parvenir à un accord permettant de mettre un terme à ces litiges.

Suite à ce courrier, la commune de Pourcieux a informé le SDIS qu'elle allait honorer le paiement de sa créance pour les années 2016 à 2018 sur les deux prochains exercices, les communes de Saint-Zacharie et Bras ont formulé des contre-propositions, et celle de La Roquebrussane a maintenu sa contre-proposition précédemment formulée ; après avoir également formulé une contre-proposition, la commune de Forcalqueiret vient d'informer le SDIS de sa volonté de signer le protocole transactionnel qui lui avait été proposé et doit fournir dans les tous prochains jours la délibération autorisant son Maire à le signer.

Néanmoins, les contre-propositions formulées ne répondent pas au principe retenu pour les autres transactions réalisées, à savoir, lorsque la contribution par défaut est défavorable à la commune, une contribution moyenne entre la contribution de l'année précédant les annulations et la dernière contribution votée pour la commune. Cette posture ne peut donc être acceptée.

Considérant l'exposé des motifs,

Après en avoir délibéré dans la suite des délibérations du CASDIS n° 19-53 et 19-54 du 20 juin 2020, et afin d'éviter la prescription quadriennale susceptible de concerner tout ou partie des contributions susvisées et dues par les communes au SDIS du Var,

DECIDE

- **DE PRENDRE ACTE** de l'engagement de la commune de Pourcieux d'honorer le paiement de sa créance pour les années 2016 à 2018 sur les deux prochains exercices et **DE DEMANDER** au Président de solliciter du comptable public que cette facilité de paiement soit accordée à la commune afin de mettre un terme à ce litige ;

- **DE RAPPELER** que les annulations contentieuses des délibérations relatives à la fixation des contributions des communes et EPCI au SDIS du Var pour les exercices de 2013 à 2018 intervenues ne sauraient entraîner l'annulation du caractère obligatoire consacré par la loi de ces contributions annuelles, tel que transposé au 4ème alinéa de l'article L.1424-35 du CGCT, et exonérer les communes de leur paiement ;

- **DE CONSTATER**, concernant l'annulation des délibérations des 21 décembre 2012, 5 décembre 2013 et 11 décembre 2014 adoptées par le SDIS pour le calcul des contributions pour les exercices 2013, 2014 et 2015, l'impossibilité matérielle d'exécuter la lettre des jugements rendus, principalement de rectifier les données prises en compte pour mettre en œuvre la méthode de calcul des contributions dues par ces communes pour les années 2013, 2014 et 2015, du fait de la disparition depuis 2010 de la Taxe Professionnelle perçue par les communes, qui était une composante majeure des critères de la méthode de calcul initiale votée le 7 octobre 1998 sous l'intitulé "méthode de pondération";

- **DE DECIDER** qu'à défaut de transaction ou de paiement par les communes de Saint-Zacharie, Seillons Source d'Argens, Bras, Collobrières, Forcalqueiret et La Roquebrussane, il convient donc, pour les contributions restant dues par chaque commune au SDIS, en application des jugements annulant les délibérations sur les contributions de 2013 à 2018, de leur faire application des modalités de calcul de droit commun définies par l'article R. 1424-32 du CGCT, dite « méthode par défaut » et, en tout état de cause, de s'en approprier les principe et modalités dans le cadre de la compétence revenant au Conseil d'administration de fixer les modalités de calcul et de répartition des contributions dues au SDIS par les communes et les EPCI ;

- **DE CONSTATER**, pour faire application des modalités de calcul de droit commun définies par l'article R. 1424-32 du CGCT et, notamment, pour établir pour 80% le montant de la contribution due par chaque commune pour chaque exercice, la nécessité de reconstituer cette contribution dite « par défaut » à partir des montants des contributions des communes et des EPCI pour l'exercice 2012, correspondant ainsi au dernier compte administratif connu et effectif, suite à l'annulation, avec portée rétroactive, par le juge administratif des délibérations relatives aux contributions des années 2013 à 2018 ;

• **D'APPROUVER** le calcul et les montants des contributions Seillons Source d'Argens, Bras, Collobrières, Forcalqueiret et La Roquebrussane issues de l'application des modalités de calcul de droit commun définies par l'article R. 1424-32 du CGCT, telles qu'elles figurent dans le tableau ci-dessus et dont le calcul détaillé pour chacune de ces communes est joint en annexes (annexes 1 à 7) ;

• **DE RECLAMER**, afin d'éviter la prescription quadriennale pouvant concerner de tout ou partie des créances en cause, aux communes concernées, le paiement des contributions ainsi recalculées et **DIRE** que les nouveaux montants calculés de leurs contributions leurs seront notifiés avant le 1er janvier 2021, à l'appui de la présente délibération valant détail de leurs calculs ;

• **DE DIRE** qu'avant le 1^{er} janvier 2021 leur seront également notifiés :

- les mandats portant annulation des titres de recettes correspondant aux contributions qui leur avaient initialement été notifiées ;
- les titres de recettes correspondant aux nouveaux montants calculés de leurs contributions.

• **DE DIRE** que les dépenses et les recettes afférentes seront gagées sur les crédits inscrits au budget de l'établissement pour l'exercice 2020.

• **D'AUTORISER** Monsieur le Président du CASDIS à prendre toutes décisions, ainsi que tous actes ou documents relatifs à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité
(abstention de Mme Séverine VINCENDEAU)

*Conformément à l'article R421-1 du code de la justice administrative, le Tribunal administratif de Toulon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois, à compter de sa notification, à l'adresse suivante : 5 Rue Racine, 83000 TOULON.
Le tribunal administratif de Toulon peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.*

RECONSTITUTION DE LA CONTRIBUTION PAR DEFAUT (CGCT R.1424-32) - COMMUNE DE SAINT - ZACHARIE 2013 - 2018

		A	B	C = A + B	D = Total A	E = C / D	F	G = E x F	H	I	J	K = I / J	L = 2 - K	M	N = L x M	O = Tot.H/Tot.N	P = N x O	Q = G + P	
		CASDIS							Fiche DGF					Fiche DGF					
ANNEE	CONTRIBUTION ATTENDUE	COMMUNE ou EPCI	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N-1	TRANSFERT REALISE	CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES	TOTAL CONTRIBUTIONS	PART INDIVIDUELLE	MONTANT A REPARTIR AU TITRE DU CA (80% Contrib. attendue)	CONTRIBUTION AU TITRE DU CA (80 %)	MONTANT A REPARTIR AVEC PEREQUATION (20% Contrib. attendue)	PF/HAB STRATE	PF/HAB COMMUNE ou EPCI	RATIO PF	ECART RELATIF	POPULATION DGF	POPULATION PONDEREE	VALEUR DU POINT	CONTRIBUTION SUR PEREQUATION (20 %)	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N PAR DEFAUT
	€		€	€	€	€		€	€	€	€	€			hab.	équivalent hab.	€	€	€
		SAINT - ZACHARIE	285 241		285 241	52 049 819	0,0054801535	42 513 692	232 982	10 628 423	850,490747	692,969034	1,23	0,77	5 070	3 918	10,36	40 588	273 569
2013	53 142 115	TOTAL OU MOYENNE	52 049 819	0	52 049 819	52 049 819	1,0000000000	42 513 692	42 513 692	10 628 423					1 196 842	1 025 851	10,36	10 628 423	53 142 115
		SAINT - ZACHARIE	273 569		273 569	53 142 115	0,0051478820	42 900 569	220 847	10 725 142	872,733457	757,476911	1,15	0,85	5 089	4 315	10,08	43 472	264 319
2014	53 625 711	TOTAL OU MOYENNE	53 142 115	0	53 142 115	53 142 115	1,0000000000	42 900 569	42 900 569	10 725 142					1 198 054	1 064 479	10,08	10 725 142	53 625 711
		SAINT - ZACHARIE	264 319		264 319	53 625 711	0,0049289683	43 063 588	212 259	10 765 897	890,042893	781,099145	1,14	0,86	5 144	4 427	10,16	44 987	257 246
2015	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 625 711	0	53 625 711	53 625 711	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 203 288	1 059 325	10,16	10 765 897	53 829 485

RECONSTITUTION DE LA CONTRIBUTION PAR DEFAUT (CGCT R.1424-32) - COMMUNE DE SEILLONS SOURCE D'ARGENS 2013 - 2018

			A	B	C = A + B	D = Total A	E = C / D	F	G = E x F	H	I	J	K = I / J	L = 2 - K	M	N = L x M	O = Tot.H/Tot.N	P = N x O	Q = G + P
			CASDIS							Fiche DGF				Fiche DGF					
ANNEE	CONTRIBUTION ATTENDUE	COMMUNE ou EPCI	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N-1	TRANSFERT REALISE	CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES	TOTAL CONTRIBUTIONS	PART INDIVIDUELLE	MONTANT A REPARTIR AU TITRE DU CA (80% Contrib. attendue)	CONTRIBUTION AU TITRE DU CA (80 %)	MONTANT A REPARTIR AVEC PEREQUATION (20% Contrib. attendue)	PF/HAB STRATE	PF/HAB COMMUNE ou EPCI	RATIO PF	ECART RELATIF	POPULATION DGF hab.	POPULATION PONDEREE équivalent hab.	VALEUR DU POINT	CONTRIBUTION SUR PEREQUATION (20 %)	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N PAR DEFAUT
	€		€	€	€	€		€	€	€	€	€			hab.	équivalent hab.	€	€	€
		SEILLONS SOURCE D'ARGENS	19 325		19 325	52 049 819	0,0003712789	42 513 692	15 784	10 628 423	667,444448	472,663415	1,41	0,59	2 255	1 326	10,36	13 735	29 520
2013	53 142 115	TOTAL OU MOYENNE	52 049 819	0	52 049 819	52 049 819	1,0000000000	42 513 692	42 513 692	10 628 423					1 196 842	1 025 851	10,36	10 628 423	53 142 115
		SEILLONS SOURCE D'ARGENS	29 520		29 520	53 142 115	0,0005554878	42 900 569	23 831	10 725 142	690,688247	493,650410	1,40	0,60	2 317	1 392	10,08	14 027	37 858
2014	53 625 711	TOTAL OU MOYENNE	53 142 115	0	53 142 115	53 142 115	1,0000000000	42 900 569	42 900 569	10 725 142					1 198 054	1 064 479	10,08	10 725 142	53 625 711
		SEILLONS SOURCE D'ARGENS	37 858		37 858	53 625 711	0,0007059609	43 063 588	30 401	10 765 897	710,515896	537,059322	1,32	0,68	2 360	1 598	10,16	16 238	46 639
2015	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 625 711	0	53 625 711	53 625 711	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 203 288	1 059 325	10,16	10 765 897	53 829 485
		SEILLONS SOURCE D'ARGENS	46 639		46 639	53 829 485	0,0008664288	43 063 588	37 312	10 765 897	715,692037	521,889258	1,37	0,63	2 411	1 516	10,09	15 299	52 611
2016	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 213 999	1 066 555	10,09	10 765 897	53 829 485

RECONSTITUTION DE LA CONTRIBUTION PAR DEFAUT (CGCT R.1424-32) - COMMUNE DE BRAS 2013 - 2018

		A	B	C = A + B	D = Total A	E = C / D	F	G = E x F	H	I	J	K = I / J	L = 2 - K	M	N = L x M	O = Tot.H/Tot.N	P = N x O	Q = G + P	
		CASDIS							Fiche DGF				Fiche DGF						
ANNEE	CONTRIBUTION ATTENDUE	COMMUNE ou EPCI	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N-1	TRANSFERT REALISE	CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES	TOTAL CONTRIBUTIONS	PART INDIVIDUELLE	MONTANT A REPARTIR AU TITRE DU CA (80% Contrib. attendue)	CONTRIBUTION AU TITRE DU CA (80 %)	MONTANT A REPARTIR AVEC PEREQUATION (20% Contrib. attendue)	PF/HAB STRATE	PF/HAB COMMUNE ou EPCI	RATIO PF	ECART RELATIF	POPULATION DGF	POPULATION PONDEREE	VALEUR DU POINT	CONTRIBUTION SUR PEREQUATION (20 %)	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N PAR DEFAUT
	€		€	€	€	€		€	€	€	€	€			hab.	équivalent hab.	€	€	€
		BRAS	18 765		18 765	52 049 819	0,0003605200	42 513 692	15 327	10 628 423	667,444448	433,796789	1,54	0,46	2 741	1 265	10,36	13 103	28 430
2013	53 142 115	TOTAL OU MOYENNE	52 049 819	0	52 049 819	52 049 819	1,0000000000	42 513 692	42 513 692	10 628 423					1 196 842	1 025 851	10,36	10 628 423	53 142 115
		BRAS	28 430		28 430	53 142 115	0,0005349756	42 900 569	22 951	10 725 142	690,688247	464,766158	1,49	0,51	2 754	1 415	10,08	14 260	37 210
2014	53 625 711	TOTAL OU MOYENNE	53 142 115	0	53 142 115	53 142 115	1,0000000000	42 900 569	42 900 569	10 725 142					1 198 054	1 064 479	10,08	10 725 142	53 625 711
		BRAS	37 210		37 210	53 625 711	0,0006938919	43 063 588	29 881	10 765 897	710,515896	483,572338	1,47	0,53	2 827	1 500	10,16	15 247	45 129
2015	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 625 711	0	53 625 711	53 625 711	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 203 288	1 059 325	10,16	10 765 897	53 829 485
		BRAS	45 129		45 129	53 829 485	0,0008383640	43 063 588	36 103	10 765 897	715,692037	550,079720	1,30	0,70	2 860	1 999	10,09	20 177	56 280
2016	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 213 999	1 066 555	10,09	10 765 897	53 829 485
		BRAS	56 280		56 280	53 829 485	0,0010455317	43 063 588	45 024	10 765 897	737,701691	578,329518	1,28	0,72	2 883	2 089	9,85	20 572	65 596
2017	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 221 893	1 092 996	9,85	10 765 897	53 829 485
		BRAS	65 596		65 596	53 829 485	0,0012185899	43 438 242	52 933	10 859 560	748,936043	607,779508	1,23	0,77	2 889	2 218	9,72	21 562	74 495
2018	54 297 802	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 438 242	43 438 242	10 859 560					1 232 540	1 117 105	9,72	10 859 560	54 297 802

RECONSTITUTION DE LA CONTRIBUTION PAR DEFAUT (CGCT R.1424-32) - COMMUNE DE COLLOBRIERES 2013 - 2018

		A	B	C = A + B	D = Total A	E = C / D	F	G = E x F	H	I	J	K = I / J	L = 2 - K	M	N = L x M	O = Tot.H/Tot.N	P = N x O	Q = G + P	
		CASDIS							Fiche DGF				Fiche DGF						
ANNEE	CONTRIBUTION ATTENDUE	COMMUNE ou EPCI	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N-1	TRANSFERT REALISE	CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES	TOTAL CONTRIBUTIONS	PART INDIVIDUELLE	MONTANT A REPARTIR AU TITRE DU CA (80% Contrib. attendue)	CONTRIBUTION AU TITRE DU CA (80 %)	MONTANT A REPARTIR AVEC PEREQUATION (20% Contrib. attendue)	PF/HAB STRATE	PF/HAB COMMUNE ou EPCI	RATIO PF	ECART RELATIF	POPULATION DGF	POPULATION PONDEREE	VALEUR DU POINT	CONTRIBUTION SUR PEREQUATION (20 %)	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N PAR DEFAUT
	€		€	€	€	€	€	€	€	€	€	€			hab.	équivalent hab.	€	€	€
		COLLOBRIERES	51 434		51 434	52 049 819	0,0009881687	42 513 692	42 011	10 628 423	667,444448	557,899640	1,20	0,80	2 222	1 786	10,36	18 501	60 512
2013	53 142 115	TOTAL OU MOYENNE	52 049 819	0	52 049 819	52 049 819	1,0000000000	42 513 692	42 513 692	10 628 423					1 196 842	1 025 851	10,36	10 628 423	53 142 115
		COLLOBRIERES	60 512		60 512	53 142 115	0,0011386761	42 900 569	48 850	10 725 142	690,688247	594,790553	1,16	0,84	2 244	1 882	10,08	18 964	67 814
2014	53 625 711	TOTAL OU MOYENNE	53 142 115	0	53 142 115	53 142 115	1,0000000000	42 900 569	42 900 569	10 725 142					1 198 054	1 064 479	10,08	10 725 142	53 625 711
		COLLOBRIERES	67 814		67 814	53 625 711	0,0012645790	43 063 588	54 457	10 765 897	710,515896	714,071267	1,00	1,00	2 217	2 228	10,16	22 644	77 101
2015	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 625 711	0	53 625 711	53 625 711	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 203 288	1 059 325	10,16	10 765 897	53 829 485
		COLLOBRIERES	77 101		77 101	53 829 485	0,0014323159	43 063 588	61 681	10 765 897	715,692037	712,838983	1,00	1,00	2 242	2 233	10,09	22 540	84 221
2016	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 213 999	1 066 555	10,09	10 765 897	53 829 485
		COLLOBRIERES	84 221		84 221	53 829 485	0,0015645888	43 063 588	67 377	10 765 897	737,701691	719,102196	1,03	0,97	2 368	2 307	9,85	22 721	90 098
2017	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 221 893	1 092 996	9,85	10 765 897	53 829 485
		COLLOBRIERES	90 098		90 098	53 829 485	0,0016737680	43 438 242	72 706	10 859 560	748,936043	725,559301	1,03	0,97	2 403	2 326	9,72	22 607	95 313
2018	54 297 802	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 438 242	43 438 242	10 859 560					1 232 540	1 117 105	9,72	10 859 560	54 297 802

RECONSTITUTION DE LA CONTRIBUTION PAR DEFAUT (CGCT R.1424-32) - COMMUNE DE FORCALQUEIRET 2013 - 2018

		A	B	C = A + B	D = Total A	E = C / D	F	G = E x F	H	I	J	K = I / J	L = 2 - K	M	N = L x M	O = Tot.H/Tot.N	P = N x O	Q = G + P	
		CASDIS							Fiche DGF				Fiche DGF						
ANNEE	CONTRIBUTION ATTENDUE	COMMUNE ou EPCI	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N-1	TRANSFERT REALISE	CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES	TOTAL CONTRIBUTIONS	PART INDIVIDUELLE	MONTANT A REPARTIR AU TITRE DU CA (80% Contrib. attendue)	CONTRIBUTION AU TITRE DU CA (80 %)	MONTANT A REPARTIR AVEC PEREQUATION (20% Contrib. attendue)	PF/HAB STRATE	PF/HAB COMMUNE ou EPCI	RATIO PF	ECART RELATIF	POPULATION DGF	POPULATION PONDEREE	VALEUR DU POINT	CONTRIBUTION SUR PEREQUATION (20 %)	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N PAR DEFAUT
	€		€	€	€	€	€	€	€	€	€	€			hab.	équivalent hab.	€	€	€
		FORCALQUEIRET	24 688		24 688	52 049 819	0,0004743148	42 513 692	20 165	10 628 423	667,444448	584,310934	1,14	0,86	2 515	2 157	10,36	22 350	42 514
2013	53 142 115	TOTAL OU MOYENNE	52 049 819	0	52 049 819	52 049 819	1,0000000000	42 513 692	42 513 692	10 628 423					1 196 842	1 025 851	10,36	10 628 423	53 142 115
		FORCALQUEIRET	42 514		42 514	53 142 115	0,0008000148	42 900 569	34 321	10 725 142	690,688247	580,657121	1,19	0,81	2 619	2 123	10,08	21 387	55 708
2014	53 625 711	TOTAL OU MOYENNE	53 142 115	0	53 142 115	53 142 115	1,0000000000	42 900 569	42 900 569	10 725 142					1 198 054	1 064 479	10,08	10 725 142	53 625 711
		FORCALQUEIRET	55 708		55 708	53 625 711	0,0010388390	43 063 588	44 736	10 765 897	710,515896	591,957439	1,20	0,80	2 749	2 198	10,16	22 343	67 079
2015	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 625 711	0	53 625 711	53 625 711	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 203 288	1 059 325	10,16	10 765 897	53 829 485
		FORCALQUEIRET	67 079		67 079	53 829 485	0,0012461327	43 063 588	53 663	10 765 897	715,692037	586,897002	1,22	0,78	2 835	2 213	10,09	22 337	76 000
2016	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 213 999	1 066 555	10,09	10 765 897	53 829 485
		FORCALQUEIRET	76 000		76 000	53 829 485	0,0014118601	43 063 588	60 800	10 765 897	737,701691	597,600826	1,23	0,77	2 906	2 225	9,85	21 913	82 713
2017	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 221 893	1 092 996	9,85	10 765 897	53 829 485
		FORCALQUEIRET	82 713		82 713	53 829 485	0,0015365747	43 438 242	66 746	10 859 560	748,936043	637,857383	1,17	0,83	2 973	2 455	9,72	23 868	90 614
2018	54 297 802	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 438 242	43 438 242	10 859 560					1 232 540	1 117 105	9,72	10 859 560	54 297 802

RECONSTITUTION DE LA CONTRIBUTION PAR DEFAUT (CGCT R.1424-32) - COMMUNE DE LA ROQUEBRUSSANE 2013 - 2018

		A	B	C = A + B	D = Total A	E = C / D	F	G = E x F	H	I	J	K = I / J	L = 2 - K	M	N = L x M	O = Tot.H/Tot.N	P = N x O	Q = G + P	
		CASDIS								Fiche DGF				Fiche DGF					
ANNEE	CONTRIBUTION ATTENDUE	COMMUNE ou EPCI	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N-1	TRANSFERT REALISE	CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES	TOTAL CONTRIBUTIONS	PART INDIVIDUELLE	MONTANT A REPARTIR AU TITRE DU CA (80% Contrib. attendue)	CONTRIBUTION AU TITRE DU CA (80 %)	MONTANT A REPARTIR AVEC PEREQUATION (20% Contrib. attendue)	PF/HAB STRATE	PF/HAB COMMUNE ou EPCI	RATIO PF	ECART RELATIF	POPULATION DGF	POPULATION PONDEREE	VALEUR DU POINT	CONTRIBUTION SUR PEREQUATION (20 %)	MONTANT CONTRIBUTION ANNEE N PAR DEFAUT
	€		€	€	€	€	€	€	€	€	€	€			hab.	équivalent hab.	€	€	€
		LA ROQUEBRUSSANE	23 047		23 047	52 049 819	0,0004427873	42 513 692	18 825	10 628 423	667,444448	596,866507	1,12	0,88	2 502	2 206	10,36	22 857	41 681
2013	53 142 115	TOTAL OU MOYENNE	52 049 819	0	52 049 819	52 049 819	1,0000000000	42 513 692	42 513 692	10 628 423					1 196 842	1 025 851	10,36	10 628 423	53 142 115
		LA ROQUEBRUSSANE	41 681		41 681	53 142 115	0,0007843399	42 900 569	33 649	10 725 142	690,688247	621,861581	1,11	0,89	2 543	2 262	10,08	22 786	56 435
2014	53 625 711	TOTAL OU MOYENNE	53 142 115	0	53 142 115	53 142 115	1,0000000000	42 900 569	42 900 569	10 725 142					1 198 054	1 064 479	10,08	10 725 142	53 625 711
		LA ROQUEBRUSSANE	56 435		56 435	53 625 711	0,0010523832	43 063 588	45 319	10 765 897	710,515896	616,320748	1,15	0,85	2 675	2 266	10,16	23 031	68 350
2015	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 625 711	0	53 625 711	53 625 711	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 203 288	1 059 325	10,16	10 765 897	53 829 485
		LA ROQUEBRUSSANE	68 350		68 350	53 829 485	0,0012697579	43 063 588	54 680	10 765 897	715,692037	635,882462	1,13	0,87	2 697	2 358	10,09	23 807	78 487
2016	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 213 999	1 066 555	10,09	10 765 897	53 829 485
		LA ROQUEBRUSSANE	78 487		78 487	53 829 485	0,0014580711	43 063 588	62 790	10 765 897	737,701691	665,619545	1,11	0,89	2 681	2 391	9,85	23 548	86 338
2017	53 829 485	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 063 588	43 063 588	10 765 897					1 221 893	1 092 996	9,85	10 765 897	53 829 485
		LA ROQUEBRUSSANE	86 338		86 338	53 829 485	0,0016039086	43 438 242	69 671	10 859 560	748,936043	706,299481	1,06	0,94	2 698	2 535	9,72	24 644	94 315
2018	54 297 802	TOTAL OU MOYENNE	53 829 485	0	53 829 485	53 829 485	1,0000000000	43 438 242	43 438 242	10 859 560					1 232 540	1 117 105	9,72	10 859 560	54 297 802